NOTE DE PRESENTATION
BREVE ET SYNTHETIQUE
DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

CONSEIL MUNICIPAL DU 24 MAI 2019

L'article L2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles doit être jointe au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux.

D'autre part, la loi NOTRE du 07 août 2015 crée, en article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financière des collectivités locales.

Cette note répond donc à cette obligation pour la Commune. Elle sera, comme le compte administratif 2018, disponible sur le site internet de la Commune.

SOMMAIRE

INTRODUCTION **2**

LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS
- COMPTE ADMINISTRATIF 2018 - PRESENTATION TOUS BUDGETS 3
- BUDGET PRINCIPAL – LES RESULTATS & LES GRANDES MASSES BUDGETAIRES 4

RETROSPECTIVE 2013 – 2018
- BUDGET PRINCIPAL – LE CONTEXTE 5
- BUDGET PRINCIPAL – LE BILAN FINANCIER 6

COMPTE ADMINISTRATIF 2018
- BUDGET PRINCIPAL – SECTION DE FONCTIONNEMENT 8
- BUDGET PRINCIPAL – SECTION D'INVESTISSEMENT 10
- LA DETTE 12

LES RATIOS LEGAUX **13**

LES BUDGETS ANNEXES
- BUDGET SPIC PARKINGS 14
- BUDGET RESTAURATION MUNICIPALE 14
- BUDGET REMONTEES MECANIQUES 15
- BUDGET LOTISSEMENT TISSIERES 15

INTRODUCTION

Le compte administratif retrace l'ensemble des recettes et des dépenses réalisées au cours de l'exercice. Il fait ressortir la situation des crédits consommés à la clôture de l'exercice ainsi que les restes à réaliser. Son approbation constitue l'arrêté des comptes du budget général de la Commune et de ses budgets annexes.

Il est en concordance avec le Compte de Gestion établi par le Trésorier, à l'exception du budget général où il est émis une réserve par la collectivité sachant que le résultat de clôture n'intègre pas le résultat de clôture du Budget EAU de 2016.
(Pour rappel, par délibération du 24 novembre 2016, le Conseil Municipal avait validé le transfert de la compétence Eau à la Communauté de communes et par délibération du 26 avril 2017, il avait prononcé la clôture du Budget Eau au 31 décembre 2016 et avait décidé de transférer les résultats de clôture au Budget Général de la commune.)

En 2018, la Commune de Chamonix Mont Blanc dispose de 5 budgets :

- Le Budget Général
- Le Budget SPIC Parkings
- Le Budget Restauration Municipale
- Le Budget Remontée Mécaniques
- Le Budget Lotissement Tissières

A compter du 1er octobre 2018, le périmètre du budget de la Commune a été modifié suite :

- Au transfert de la compétence activités nordiques et pistes de ski de fond (Délibération du Conseil Municipal du 27 septembre 2018).

LES GRANDS EQUILIBRES FINANCIERS

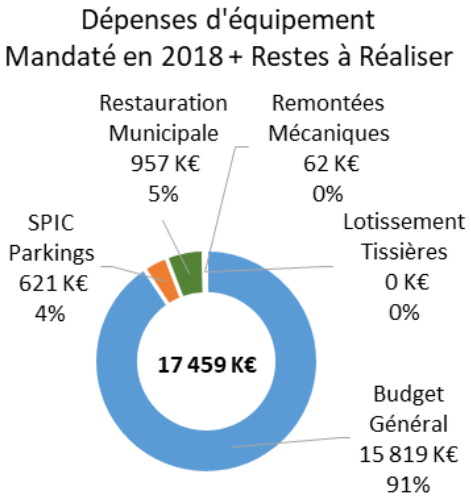
COMPTE ADMINISTRATIF 2018 - PRESENTATION TOUS BUDGETS
(Budgets : Général, SPIC Parkings, Restauration Municipale, Remontées Mécaniques et Lotissement Tissières)

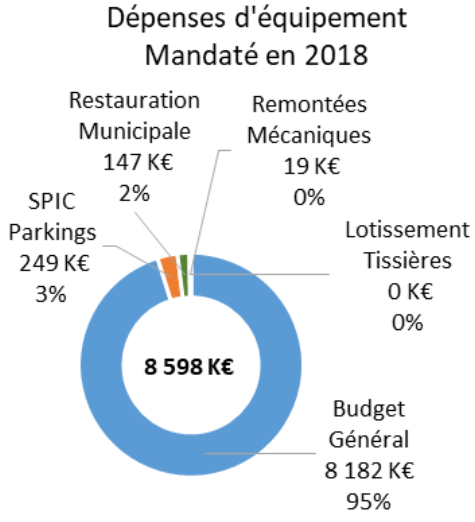
BUDGET GENERAL	
RESULTAT	3 829 K€
EPARGNE DISPONIBLE	4 780 K€
INVESTISSEMENTS (dont Restes à Réaliser)	15 819 K€

TOUS BUDGETS (5 budgets)	
RESULTAT	3 925 K€
EPARGNE DISPONIBLE	5 848 K€
INVESTISSEMENTS (dont Restes à Réaliser)	17 459 K€

Budgets en K€	BUDGETS AGREGES	Budget Général	SPIC Parkings	Restauration Municipale	Remontées Mécaniques	Lotissement Tissières
Section de fonctionnement						
Recettes	39 651	35 568	2 450	1 238	396	0
Dépenses	31 450	28 429	1 373	1 221	396	31
Report résultat 2017	3 882	3 843	8	1	0	31
RESULTAT DE CLOTURE 2018	**12 084**	10 981	1 085	17	0	0
Section d'investissement						
Recettes	14 508	12 924	1 339	141	105	0
Dépenses	14 128	13 042	869	147	70	0
Report résultat 2017	-6 588	-5 707	-1 091	199	12	0
RESULTAT DE CLOTURE 2018	**-6 208**	-5 826	-621	193	46	0
Restes à réaliser en recettes	6 926	6 326	0	600	0	0
Restes à réaliser en dépenses	-8 877	-7 653	-372	-809	-43	0
RESULTAT 2018 avec les restes à réaliser	**-8 159**	-7 152	-993	-17	3	0
RESULTAT CUMULE 2018	**3 925**	**3 829**	**92**	**1**	**3**	**0**

SECTION D'INVESTISSEMENT
VENTILAION DES DEPENSES D'EQUIPEMENT DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES





A la clôture de l'exercice 2018, le compte administratif du budget général fait apparaître un résultat global de 3 828 952 € se décomposant comme suit :

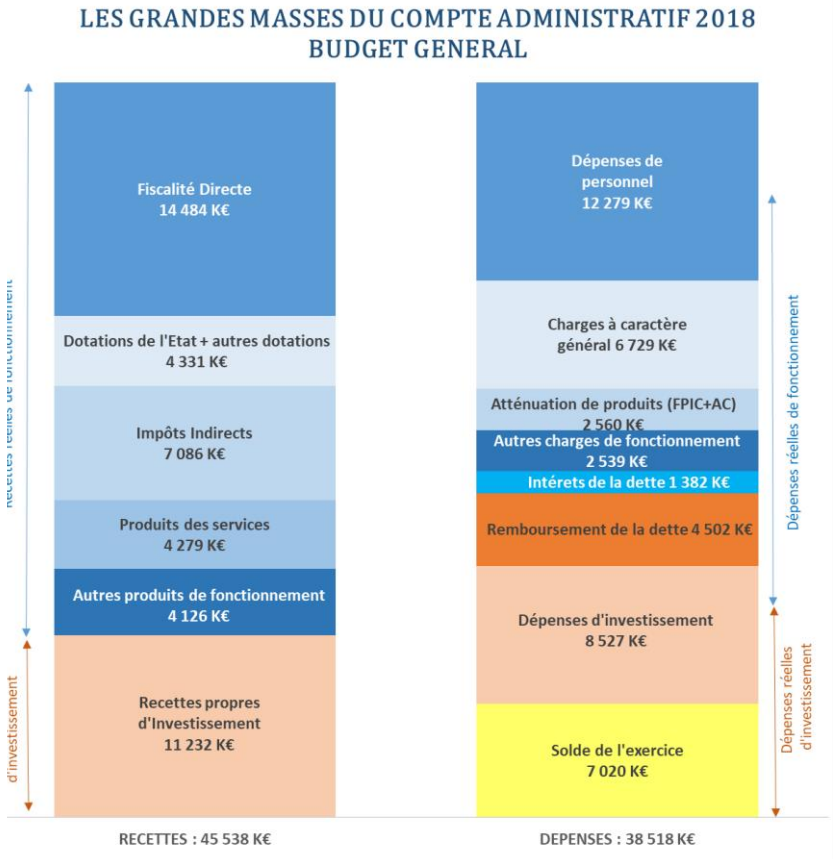
Section	Résultats reportés 2017 (1)	Résultats d'exécution 2018	Résultats de clôture 2018 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	3 843 017	7 138 350	10 981 367	0	10 981 367
Investissement	-5 707 456	-118 122	-5 825 578	-1 326 837	-7 152 415
Total	-1 864 439	7 020 228	5 155 789	-1 326 837	**3 828 952**

EVOLUTION DES RESULTATS DU BUDGET GENERAL						
	2013	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**
Résultat du Budget Général	**3 337 784 €**	**3 297 139 €**	**3 878 029 €**	**3 772 689 €**	**3 843 017 €**	**3 828 952 €**
Dont :						
Indemnité assurance M. Croz	**3 000 000 €**	**3 000 000 €**	**3 000 000 €**	**3 000 000 €**	**3 000 000 €**	**3 000 000 €**
Résultat disponible	**337 784 €**	**297 139 €**	**878 029 €**	**772 689 €**	**843 017 €**	**828 952 €**

La lecture des données relatives à l'exécution du CA 2018 fait ressortir :

- Des recettes de fonctionnement qui progressent plus vite que les dépenses
- Des soldes d'épargne en progression depuis 2016
- Un financement des investissements sans recours à l'emprunt
- La poursuite du désendettement

Les recettes réelles totales (fonctionnement et investissement) ont diminué de 2%, les dépenses elles, de près de 6% par rapport à l'année 2017.
Pour mémoire, l'année 2017 était une année importante en investissement avec des dépenses d'équipement élevées (+ de 10 M€, pour une moyenne de 7M€ les années précédentes) et des produits de cessions de 2 M€ (contre 1M€ en 2018).
La section de fonctionnement, composée des produits de la fiscalité et des impôts indirects (près de 48% des recettes totales), des dotations, et autres produits reste la principale source de recettes avec 34 306 K€, soit 75% des recettes totales. A cela s'ajoutent les ressources propres d'investissement pour 11 232 K€.
Pour la deuxième année consécutive, la Commune n'a pas eu recours à l'emprunt pour financer ses investissements.

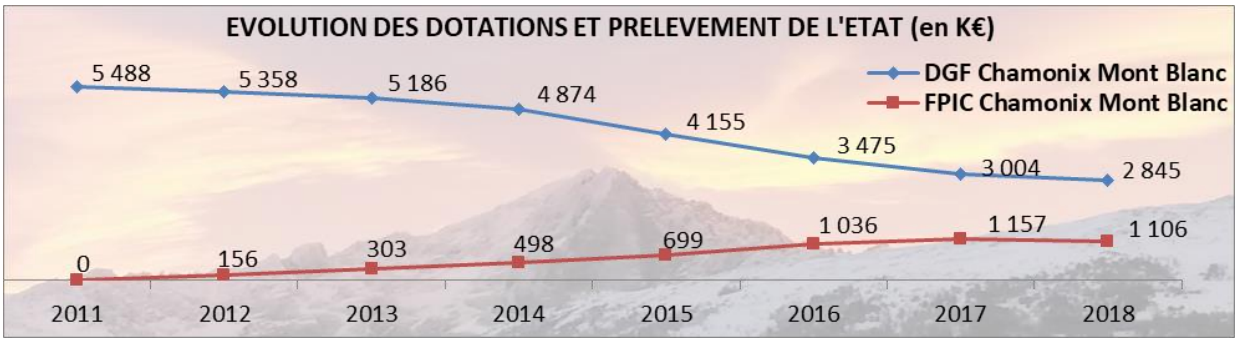


Les dépenses réelles totales (fonctionnement et investissement) sont constituées majoritairement des dépenses de gestion (charges de personnel, charges à caractère général, autres charges, etc…) à hauteur de 25 489 K€, des dépenses d'investissement (hors dette) pour 8 527 K€. Les annuités de la dette pour 5 884 K€, composées du remboursement en capital des emprunts (4 502 K€) et des intérêts (1 382 K€), complètent la structure des dépenses réelles de la Commune de Chamonix Mont Blanc.

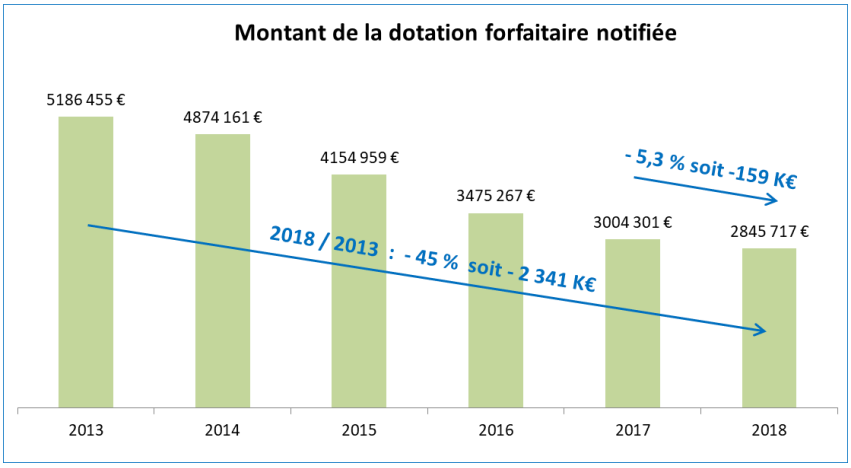
RETROSPECTIVE 2013 - 2018

BUDGET GENERAL –LE CONTEXTE

Le redressement des comptes publics se traduit depuis plusieurs années par une réduction sans précédent des concours financiers de l'Etat à destination des collectivités territoriales.
En 2018, la Commune de Chamonix Mont-Blanc fait ainsi face pour la cinquième année consécutive à une nouvelle baisse des dotations de l'Etat. Depuis 2011, les dotations ont été divisées pratiquement par deux.
Dans le même temps, la mise en place de la péréquation fiscale (FPIC 2012) a contribué à accentuer la baisse des ressources, même si en 2018 le FPIC a légèrement diminué.



Le principal concours financier de l'Etat envers la collectivité est la dotation globale de fonctionnement. Cette dotation est en baisse depuis 2008. Ce recul continu de la dotation s'inscrit dans le cadre du gel des dotations de l'Etat aux collectivités jusqu'en 2013, suivi d'une baisse triennale (2015-2017) des dotations, pour un montant de 11 milliards.



Cette baisse sur l'année 2018 représente près de 159 K€, soit -5.3% par rapport à 2017. La DGF ne représente plus que 8.1 % des recettes réelles de fonctionnement de la Commune.

LES SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION

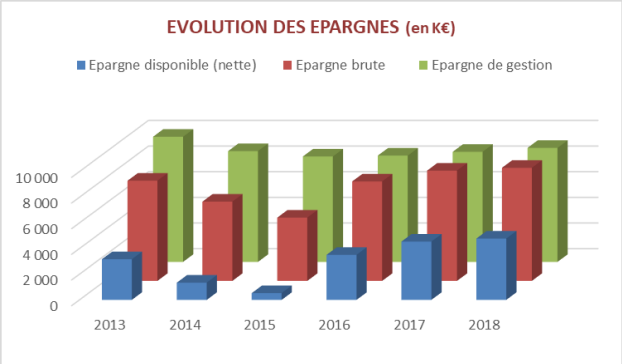
EQUILIBRES FINANCIERS (en milliers d'euros)	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	Evolution 13/18
FONCTIONNEMENT							
RECETTES DE GESTION COURANTE	32 814	31 395	31 206	30 544	31 654	32 181	-1,9%
Impôts locaux + rôles supplémentaires	12 753	12 858	13 556	13 693	14 172	14 484	
D.G.F. et autres dotations (chapitre 74)	6 487	6 249	5 481	4 784	4 544	4 331	
Impôts Indirects (RM, Casino, Droits Mutation...)	5 792	5 967	6 282	6 445	7 266	7 086	
Produits des services (chapitre 70)	4 298	4 441	4 161	3 733	3 848	4 279	
Autres produits (chapitre 75 + tvx en régie)	3 484	1 880	1 726	1 889	1 824	2 001	
DEPENSES DE GESTION COURANTE	23 055	22 759	22 986	22 257	23 072	23 292	1,0%
Charges de Personnel (à déduire chapitre 013)	13 408	13 661	13 703	11 641	11 987	11 934	
Charges à caractère général	7 483	7 002	6 599	6 110	6 386	6 729	
Autres charges	2 164	2 096	1 985	1 904	2 172	2 071	
Fonds de Péréquation (FPIC)			699	1 036	1 157	1 106	
Attribution de Compensation				1 566	1 370	1 452	
EPARGNE DE GESTION	9 759	8 636	8 220	8 287	8 582	8 889	-8,9%
Intérêts de la dette (dont ICNE)	2 264	2 320	2 335	1 528	1 525	1 382	
Solde produits/charges financières	233	202	170	-129	331	365	
Solde produits/charges exceptionnelles (hors produits des cessions d'immobilisations)	83	-340	-1 120	1 123	1 211	945	
EPARGNE BRUTE	7 811	6 178	4 935	7 753	8 598	8 816	12,9%
INVESTISSEMENT							
Remboursement capital de la dette	5 363	5 508	5 032	4 819	4 573	4 502	
Remboursement par la Communauté de Commune suite au transfert d'une partie de la dette par convention	-722	-675	-626	-575	-522	-466	
EPARGNE DISPONIBLE	3 170	1 345	529	3 509	4 547	4 780	50,8%

La capacité d'épargne permet de mesurer la partie des ressources que la collectivité ne consomme pas dans son train de vie courant et donc de déterminer la partie des ressources qui peut être affectée au financement des investissements. Il s'agit de la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement.

Plusieurs niveaux d'épargne sont à prendre en considération :

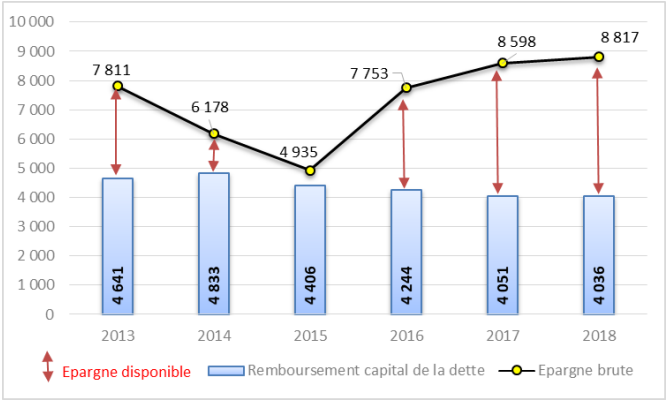
- l'épargne de gestion : il s'agit de la différence entre recettes réelles de fonctionnement et dépenses réelles de fonctionnement (hors intérêts de la dette),
- l'épargne (l'autofinancement) brute : il s'agit de l'épargne de gestion diminuée des intérêts de la dette et des éléments exceptionnels,
- l'épargne disponible ou épargne nette : il s'agit de l'épargne brute diminuée du remboursement en capital de la dette. Cette dernière représente le montant réellement disponible pour investir.

EVOLUTION DES DIFFERENTES EPARGNES

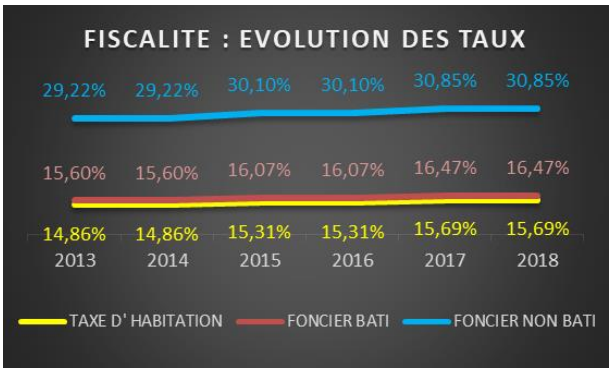


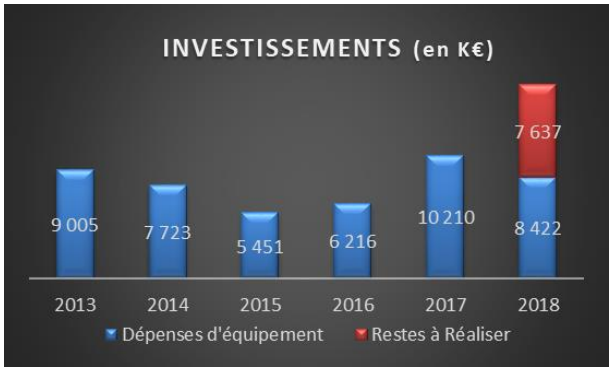
La Commune de Chamonix Mont Blanc poursuit l'amélioration de ces soldes d'épargne, avec des niveaux supérieurs à l'année 2013, sauf en ce qui concerne l'épargne de gestion. Toutefois, l'**Epargne de de gestion est en progression depuis l'année 2015, avec une progression de plus de 3,6% entre 2017 et 2018.**

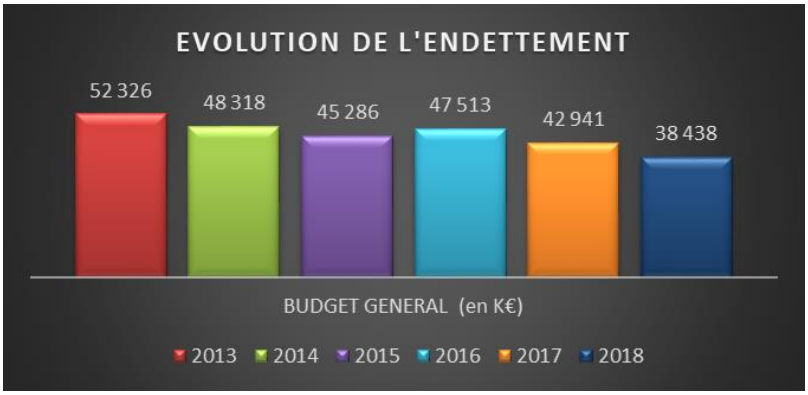
L'épargne disponible ou nette mesure la capacité d'une collectivité à investir et à réaliser des dépenses d'équipement après remboursements de ses échéances de dette. **L'épargne disponible de la Commune a progressé de plus de 50% sur la période, en raison de la politique de désendettement engagée depuis plusieurs années.**



Les efforts de gestion engagés depuis 2015 permettent à la Commune, malgré les contraintes financières désormais structurelles, de respecter ses engagements, en matière de maîtrise des taux d'imposition, d'un effort d'investissement adapté et la poursuite du désendettement.







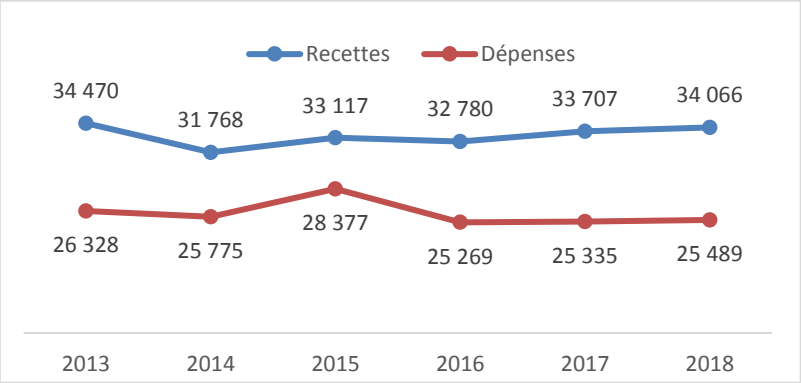
Entre 2013 et 2018 l'encours de la dette a diminué de 27 % soit -14 M€

COMPTE ADMINISTRATIF 2018

BUDGET PRINCIPAL –SECTION DE FONCTIONNEMENT

EVOLUTION DES RECETTES ET DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT
(en K€)

De 2013 à 2018, les dépenses de gestion courante ont progressé de 1%.



En 2015, le pic des dépenses de fonctionnement provient :

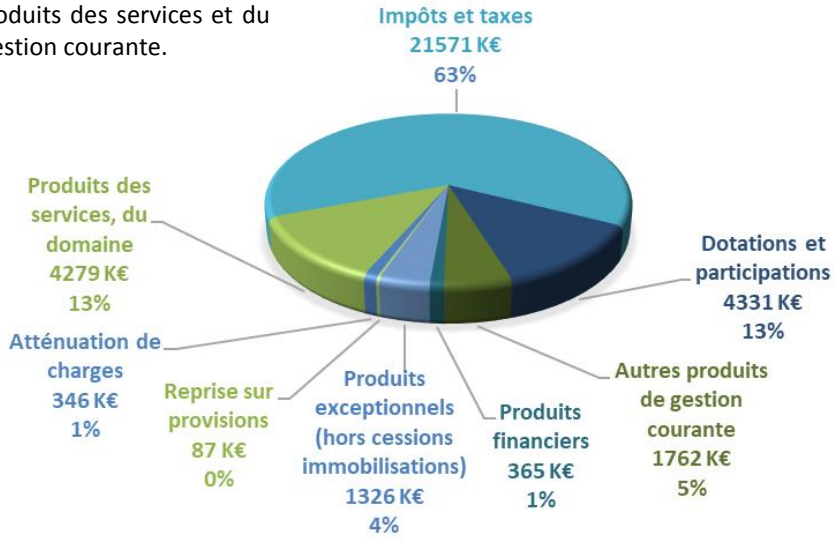
- De l'annulation de titres concernant les pénalités du lotissement aiguille du midi (1 120 K€)
- De la provision concernant le complément de prix du à l'Etat pour le dossier J. Franco (1 160 K€)

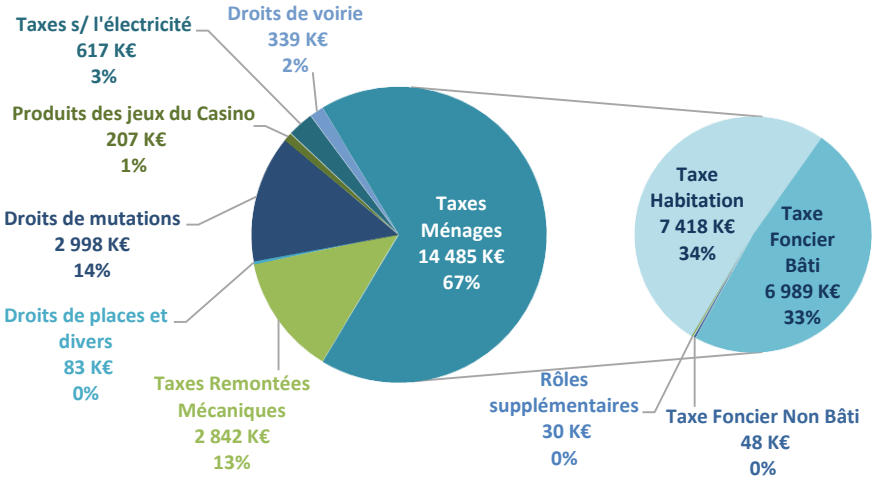
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT

RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2017	Réalisations 2018	Evol. 17/18
Atténuation de charges	274 674	345 509	25,8%
Produits des services, du domaine	3 848 204	4 278 890	11,2%
Impôts et taxes	21 444 089	21 570 635	0,6%
Dotations et participations	4 543 687	4 331 127	-4,7%
Autres produits de gestion courante	1 597 705	1 761 520	10,3%
Produits financiers	332 296	364 749	9,8%
Produits exceptionnels (hors cessions immobilisations)	188 559	1 326 066	603,3%
Sous total	**32 229 213**	**33 978 497**	**5,4%**
Reprise sur amortissements et provisions	1 477 800	87 368	-94,1%
Total des recettes réelles de fonctionnement	**33 707 013**	**34 065 865**	**1,1%**

Les recettes réelles de fonctionnement sont en hausse de 1.1% en 2018 par rapport à 2017. En dissociant les reprises sur amortissements et provisions, la hausse est de 5.4%. Ceci est dû en particulier à la hausse des produits des services et du domaine et des autres produits de gestion courante.

STRUCTURE DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 34 066 K€

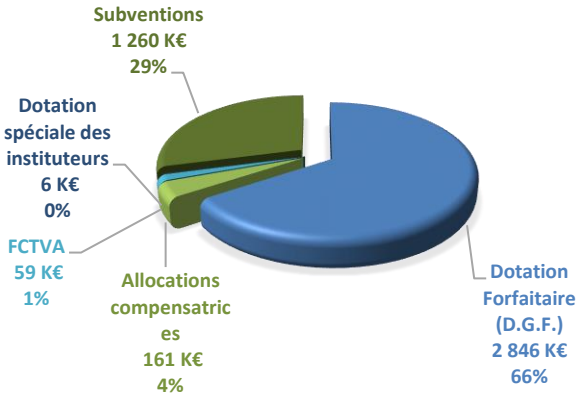




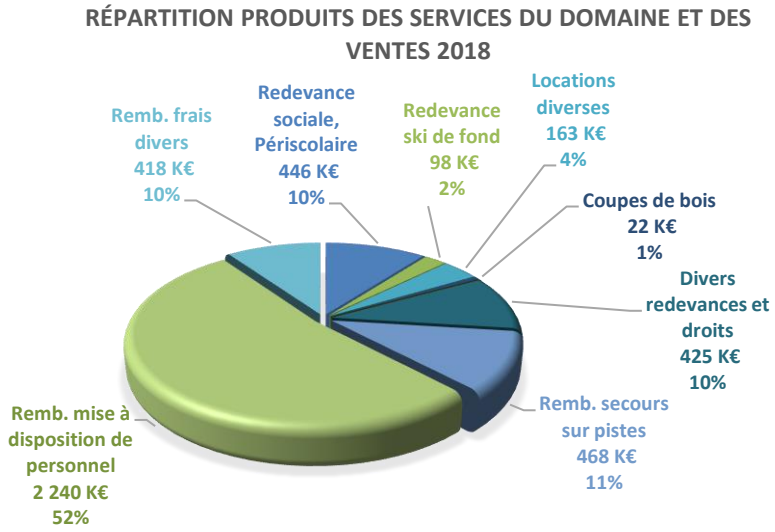
DETAIL DU CHAPITRE IMPOTS ET TAXES
21 571 K€
↗ 0.6 %

La Collectivité n'a pas augmenté ses taux d'imposition depuis 2017 et n'a pas modifié les quotités attachées aux abattements de la Taxe d'Habitation en faveur des résidences principales.

DETAIL DES DOTATION ET PARTICIPATIONS
4 331 K€
↘ 4.7 %



Le principal concours financier de l'Etat, la DGF est en baisse sur l'année 2018 de près de 159 K€, soit -5.3 % par rapport à 2017.
La DGF ne représente plus que 8.1 % des recettes réelles de fonctionnement.



DETAIL DU CHAPITRE PRODUITS DES SERVICES
4 279 K€
↗ 11.2 %

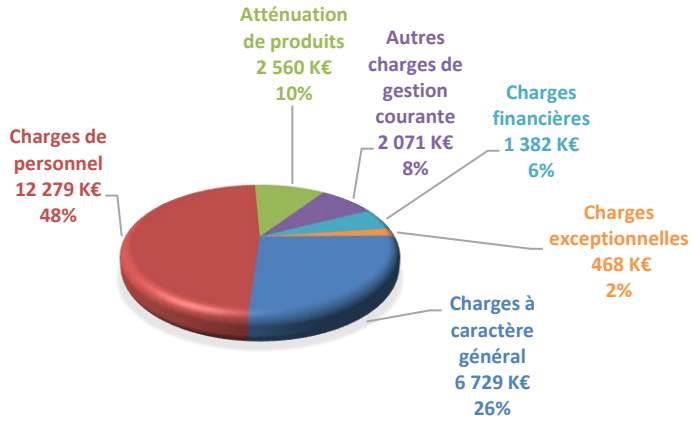
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	Réalisations 2017	Réalisations 2018	Evol. 17/18
Charges à caractère général	6 386 344	6 728 681	5,4%
Charges de personnel	12 262 172	12 279 383	0,1%
Atténuation de produits	2 532 616	2 560 000	1,1%
Autres charges de gestion courante	2 172 299	2 071 262	-4,7%
Charges financières	1 525 270	1 381 641	-9,4%
Charges exceptionnelles	368 720	467 978	26,9%
Dotations aux amorts et provisions (semi-budgétaires)	87 368	0	-100,0%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	**25 334 787**	**25 488 946**	**0,6%**

Les charges de personnel sont restées quasiment stables entre 2017 et 2018. En 2018 on enregistre un effectif de 344 agents pour 329 ETP.

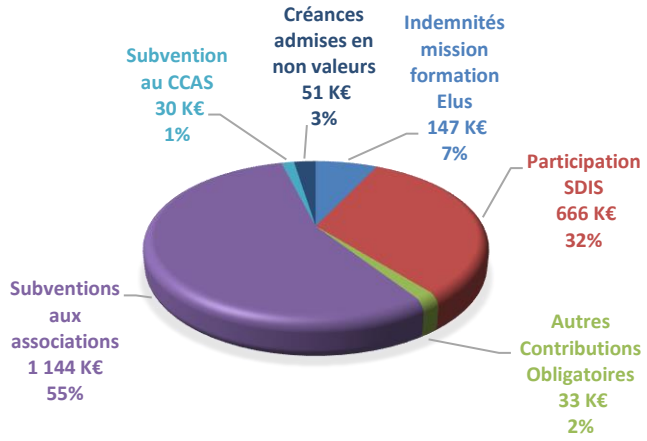
STRUCTURE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT 25 489 K€

↗ 0.6 %



DETAIL DES AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES 2 071 K€

↘ 4.7 %



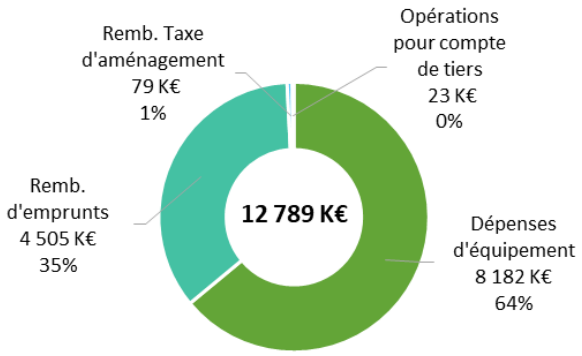
BUDGET PRINCIPAL –SECTION D'INVESTISSEMENT

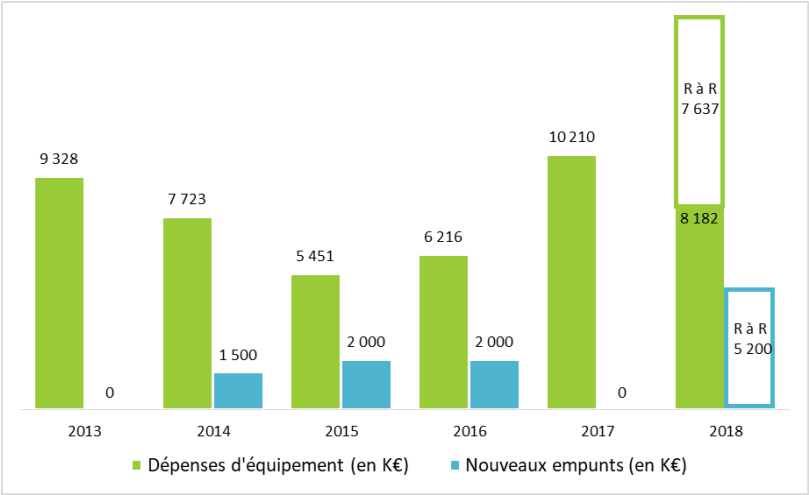
Le budget d'investissement prépare l'avenir. Contrairement à la section de fonctionnement qui implique des notions de récurrence et de quotidienneté, la section d'investissement est liée aux projets de la commune à moyen ou long terme. L'investissement a trait à tout ce qui contribue à accroître le patrimoine de la commune

Les dépenses de la section d'investissement en 2018 s'élèvent à 13 042 151 € dont :

- **8 182 197 €** dépenses d'équipement (opérations réelles)
- **4 504 872 €** remboursement de la dette en capital (opérations réelles)
- **78 964 €** remboursement taxes d'aménagement
- **23 317€** opérations pour compte de tiers (opérations réelles)
- **239 625 €** travaux en régie (opérations d'ordre)
- **13 176 €** opérations patrimoniales (opérations d'ordre)

REPARTITION DES DEPENSES REELLES D'INVESTISSEMENT
13 M€ soit
1 377 € par habitant





Sur la période 2013 – 2018, la moyenne des dépenses d'équipement réalisées s'élève à 7 M€ par an.

Comme en 2017, aucun emprunt nouveau n'a été souscrit sur l'exercice 2018.

Le total des restes à réaliser se monte à 7 637 K€. Il convient toutefois de distinguer les réalisations non mandatées sur l'exercice qui se montent à 1 503 K€, ce qui porte le taux d'exécution de l'exercice à 59 %.

En tenant compte de l'ensemble des restes à réaliser le taux de réalisation s'élève à 97 %, soit un total de 15 819 K€.

Les recettes de la section d'investissement s'élèvent à 9 970 505 € en 2018, et sont composées comme suit :

- **7 475 435 €** d'excédent de fonctionnement capitalisé
- **373 060 €** de subventions
- **1 073 718 €** de FCTVA
- **570 511 €** de Taxe d'aménagement
- **477 781 €** de remboursement au titre des opérations pour compte de tiers

Le financement des opérations d'investissement se fait donc grâce à quatre leviers : l'autofinancement, le Fond de Compensation de la TVA (FCTVA), les subventions d'investissement, l'emprunt.

L'excédent dégagé en section de fonctionnement doit permettre de rembourser le capital de la dette.

(En K€)	Réalisations 2013	Réalisations 2014	Réalisations 2015	Réalisations 2016	Réalisations 2017	Réalisations 2018
Epargne brute	7 811	6 178	4 935	7 753	8 598	8 816
Remb. Capital de la dette	4 641	4 833	4 406	4 244	4 051	4 036
Epargne disponible (CAF Nette)	3 170	1 345	529	3 509	4 547	4 780

En 2018, l'épargne brute de 8 816 K€ couvre le remboursement de la dette de 4 036 K€. L'épargne disponible pour le financement des investissements s'élève à 4 780 K€.

LA DETTE

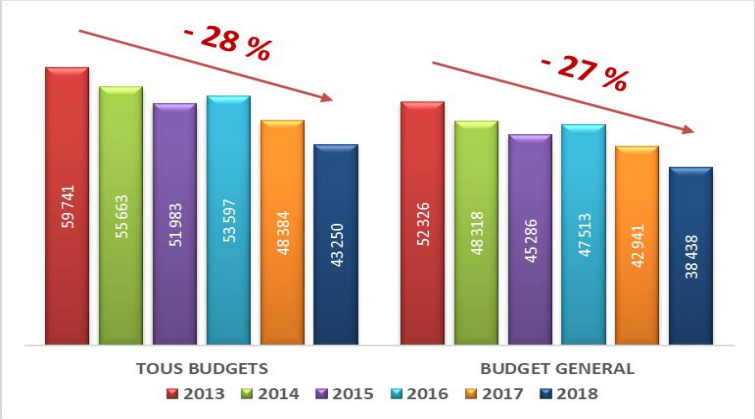
La dette contractée par la commune est nécessaire au financement de ses investissements en complément de l'autofinancement disponible. Ces engagements affectent directement les équilibres financiers.

En 2018, comme en 2016 et 2017, la Commune disposait d'un fonds de roulement excédentaire et n'a pas eu besoin de faire appel à une ligne de trésorerie.

Structure de la dette de la Commune de Chamonix Mont Blanc

Au 31 décembre 2018, la dette de la commune (tous budgets) s'élève à 43,3 M€ avec un taux moyen de 3,30% et une structure de dette répartie de la façon suivante :

88 % de l'encours est à taux fixe soit 39,5 M€
10 % de l'encours concerne des produits « structurés » soit 4.1 M€
2 % de l'encours est à taux variable soit 0,6 M€



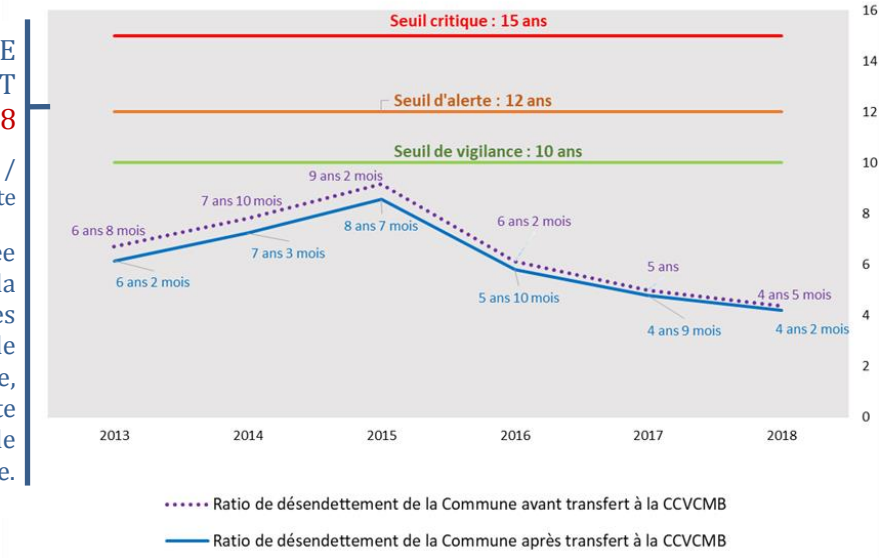
EVOLUTION DE L'ENCOURS DE LA DETTE

Depuis 2012, la commune poursuit sa politique de désendettement.
L'encours de la dette est passé de 65 849 K€ au 31/12/2012 à 43 520 K€ au 31/12/2018, soit une baisse de plus d'un tiers.

CAPACITE DE DESENDETTEMENT
4,2 ans en 2018

Endettement au 31 décembre / Epargne brute

Ce ratio représente la durée théorique que mettrait la Communauté de Communes pour rembourser l'ensemble de son encours de dette, si la totalité de l'épargne brute dégagée sur la section de fonctionnement y était consacrée.



LES RATIOS LEGAUX

Dans un souci de transparence financière, la Loi du 6 février 1992 relative à l'Administration Territoriale de la République (dite Loi A.T.R.) a instauré l'obligation de faire figurer, en annexe des documents budgétaires, quelques données synthétiques sur la situation financière. Les villes et les groupements de plus de 10 000 habitants doivent présenter les 11 ratios figurant ci-dessous.

Le nombre d'habitants (Population INSEE) retenu pour le calcul des ratios est de :
2013 : 9 346 h 2014 : 9 318 h 2015 : 9 283 h 2016 : 9 295 h 2017 : 9 399 h 2018 : 9 285 h

BUDGET GENERAL Liste des 11 Ratios financiers obligatoires commune + 10 000 hab.	**CA 2013**	**CA 2014**	**CA 2015**	**CA 2016**	**CA 2017**	**CA 2018**
1/ Dépenses réelles de fonctionnement / Population *Mesure du niveau de service rendu*	**3 018 €**	**2 766 €**	**2 929 €**	**2 719 €**	**2 695 €**	**2 745 €**
2/ Produit des impôts directs / Population *Mesure l'importance des recettes émanant du contribuable levées par la Collectivité*	**1 343 €**	**1 359 €**	**1 436 €**	**1 469 €**	**1 508 €**	**1 560 €**
3/ Recettes réelles de fonctionnement / Population *Mesure les ressources dont dispose la Collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance*	**3 830 €**	**3 754 €**	**3 685 €**	**3 634 €**	**3 586 €**	**3 805 €**
4/ Dépenses d'équipement brut / Population *Mesure de l'effort d'équipement*	**957 €**	**809 €**	**566 €**	**643 €**	**1 086 €**	**907 €**
5/ Encours de la dette nette / Population *Mesure l'endettement de la Collectivité*	**5 134 €**	**4 791 €**	**4 550 €**	**4 846 €**	**4 361 €**	**3 980 €**
6/ Dotation Globale de Fonctionnement / Population *Mesure la part de la contribution de l'Etat au fonctionnement de la Collectivité*	**557 €**	**524 €**	**448 €**	**374 €**	**320 €**	**306 €**
7/ Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement *Mesure la charge de personnel de la Collectivité, c'est un coefficient de rigidité car c'est la part de dépense incompressible quelle que soit la population de la Collectivité*	**48%**	**54%**	**51%**	**47%**	**48%**	**48%**
9/ Dépenses réelles de fonctionnement+ remboursement de la dette en capital / Recettes réelles de fonctionnement *Mesure la capacité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée.*	**91%**	**88%**	**92%**	**87%**	**89%**	**85%**
10/ Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonctionnement *Mesure l'effort d'équipement de la Collectivité au regard de sa richesse*	**25%**	**22%**	**15%**	**18%**	**30%**	**24%**
11/ Encours de la dette / Recettes réelles fonctionnement *Mesure la charge de la dette de la Collectivité relativement à sa richesse*	**134%**	**128%**	**123%**	**133%**	**122%**	**105%**

LES BUDGETS ANNEXES

BUDGET SPIC PARKINGS

Le budget SPIC PARKINGS comprend l'ensemble des activités liées aux parkings couverts (ENTREVES, ST MICHEL, MONT-BLANC) et en enclos (GREPON, OUTA, GARE, ALLOBROGES, MEDIATHEQUE, FOND DES GIRES, CORZOLET, COURMAYEUR, LIONEL TERRAY, POILU, Parkings des BUS, TENNIS).

Section	Résultats reportés 2017 (1)	Résultats d'exécution 2018	Résultats de clôture 2018 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	7 587	1 077 527	1 085 115	0	1 085 115
Investissement	-1 091 238	469 970	-621 268	-371 822	-993 090
Total	-1 083 650	1 547 497	2 562 382	-371 822	**92 025**

Sur 2018, les droits de stationnement sont en augmentation de 3 % par rapport à 2017. Les tarifs horaires de stationnement n'ont pas été modifiés par rapport à 2017. Seuls quelques abonnements et les cartes à décompte sont en augmentation en moyenne de +2%.

Droits de stationnement					
2013	**2014**	**2015**	**2016**	**2017**	**2018**
1 297 K€	**1 380 K€**	**1 569 K€**	**2 011 K€**	**2 326 K€**	**2 406 K€**

Récapitulatif des investissements 249 K€ :

- **Parking du Grépon** 11 K€ : Marquage au sol, lancement du marché AMO.
- **Parking du Mt Blanc** 33 K€ : Réhabilitation des sanitaires, conformité sécurité incendie, éclairage.
- **Parking St Michel** 60 K€ : conformité ascenseur, portillon de sortie de secours et installation caisse PMR.
- **Parking d'Entrèves** 36 K€ : Installation caisses PMR, installation vidéo surveillance, conformité éclairage.
- **Opération tous parkings** 76 K€ : Mise à niveau logiciel de gestion des caisses, sécurisation du système informatique, acquisition d'un véhicule électrique, d'une auto-laveuse et d'une balayeuse.
- **Parking de la Gare** 24 K€ : Installation caisse PMR et d'un abri.
- **Parking L. Terray** 5 K€ : Installation barrières en bois.
- **Parking du Tennis** 3 K€ : Tvx raccordement électrique.

Ces investissements ont été réalisés sans recours à l'emprunt.

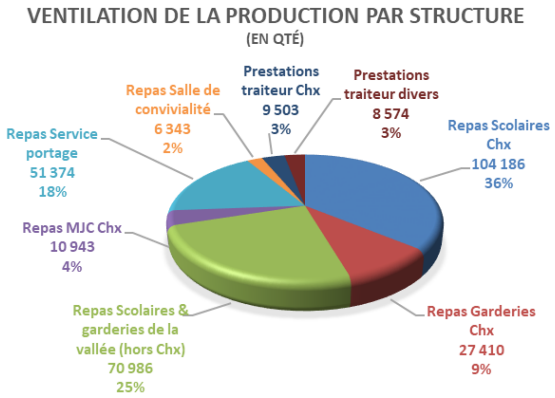
BUDGET RESTAURATION MUNICIPALE

Ce budget retrace les dépenses et recettes de la cuisine centrale. Ses activités regroupent principalement la confection des repas pour : la restauration scolaire de la vallée, les haltes garderies, les centres de loisirs, le portage de repas à domicile, la salle de convivialité Marie Paradis…

Section	Résultats reportés 2017 (1)	Résultats d'exécution 2018	Résultats de clôture 2018 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	529	16 774	17 303	0	17 303
Investissement	199 052	-6 218	192 834	-209 464	-16 630
Total	199 581	10 556	2 562 382	-209 464	**673**

L'année 2018 intègre le démarrage des travaux d'extension de la cuisine centrale. Par ailleurs, ce budget a perçu une subvention d'équilibre de 200 K€ en 2018 contre 161 K€ en 2017.

271 000 repas produits en 2018 pour le scolaire, la petite enfance et les personnes âgées, soit une recettes de 1 038 K€



Récapitulatif des investissements 147 K€ :

- Extension cuisine centrale 102 197 €
- Acq. d'une doseuse portionneuse 17 325 €
- Acq. d'une cellule de refroidissement 15 728 €
- Equipement d'un groupe froid sur véhicule 8 802 €
- Divers petit équipement 3 130 €

Ces investissements ont été réalisés sans recours à l'emprunt.

BUDGET REMONTEES MECANIQUES DE FOND DE VALLEE

Ce budget retrace les opérations concernant la gestion du domaine des Chosalets à Argentière (téléskis) et du domaine du Mont aux Bossons (télésiège). Les deux exploitations font l'objet d'un marché.

Section	Résultats reportés 2017 (1)	Résultats d'exécution 2018	Résultats de clôture 2018 (A)	Solde restes à réaliser (B)	Résultats cumulés (A+B)
Fonctionnement	0	0	0	0	0
Investissement	11 540	34 331	45 871	-42 975	2 896
Total	11 540	34 331	2 562 382	-42 975	**2 896**

Le budget est équilibré par une subvention du Budget Général d'un montant de 99 377 € pour l'année 2018 contre 144 091 € en 2017.

Domaine skiable des Chosalets :
Produits du service : 45 K€ pour 61 K€ en 2017

Domaine du Mont aux Bossons
Produits du service : 212 K€ contre 187 K€ en 2017

Récapitulatif des investissements 19 K€ - Domaine du Mont aux Bossons :

- Solde grande inspection 2017 11 625 €
- Système gestion sécurité 3 680 €
- Mission d'inspection annuelle et contrôle des câbles 1 649 €
- Estacade gare d'arrivée et pose de galets 2 219 €

Ces investissements ont été réalisés sans recours à l'emprunt.

BUDGET LOTISSEMENT TISSIERES

Ce budget retraçait exclusivement les mouvements destinés à l'aménagement du secteur des Tissières en vue de la réalisation de logements sociaux. Les terrains ont été vendus en partie à un opérateur en 2013, et l'autre partie des terrains a fait l'objet d'un bail emphytéotique d'une durée de 50 ans.
En 2018, afin de clôturer ce budget, **l'excédent de 31 165 € a été reversé sur le budget général de Chamonix**.